

En débat : Mondialisation capitaliste, impérialismes, chaos géopolitique et leurs implications

mardi 28 juin 2016, par [Quatrième Internationale](#) (Date de rédaction antérieure : 28 juin 2016).

Document soumis au débat dans la Quatrième Internationale.

Sommaire

- [Mondialisation capitaliste](#)
- [I. Une nouvelle galaxie \(...\)](#)
- [II. Une instabilité géopolitiq](#)
- [III. Mondialisation et crise](#)
- [IV. Les nouveaux \(proto\)impéri](#)
- [V. Nouvelles extrêmes droites](#)
- [VI. Régimes autoritaires, \(...\)](#)
- [VII. Internationalisme contre](#)
- [VIII. Expansion capitaliste et](#)
- [IX. Un monde de guerres en \(...\)](#)
- [X. Les limites de la superpuis](#)
- [XI. Crise humanitaire](#)
- [XII. Une instabilité croissant](#)

Introduction au texte

Conformément à la décision prise par le Comité international de février 2016, le Bureau soumet à la discussion une version retravaillée les thèses intitulées « Mondialisation capitaliste, impérialismes, chaos géopolitique et leurs implications ». Sa traduction et publication permettront d'élargir au-delà du CI - sur la base d'un document de référence commun - le débat et la réflexion collective engagés voilà trois ans. A cette étape, le Bureau ne se prononce pas sur le détail des analyses d'un texte « en élaboration ». Il espère cependant qu'un projet de résolution pourra être présenté à l'automne en vue du CI de 2017, notamment grâce aux contributions transmises via les organisations nationales.

Deux autres textes sont en discussion au niveau du Comité international, l'un sur la question de la construction des partis, l'autre concernant le « sujet révolutionnaire ». Ces champs de réflexion ne sont donc pas directement intégrés aux thèses présentées aujourd'hui. Les trois documents pourront, à l'avenir, s'enrichir les uns les autres.

Nous voulons comprendre ce qu'il y a de neuf dans la configuration mondiale. Il est utile de chercher des formules, des notions, voire des concepts qui rendent compte de la nouveauté. Quelques termes sont ainsi proposés ici, à titre plus ou moins hypothétique. Nous avons, cependant, souvent à faire à

des réalités hybrides, à des évolutions inachevées. Par ailleurs, bien des mots ont des sens différents suivant les pays (ou les traditions politiques). Choisir un nom peut aussi donner l'illusion d'une réponse, alors qu'en fait son contenu n'est pas défini. En tenant compte de ces difficultés, l'un des objectifs de la discussion est de vérifier la possibilité et l'utilité d'un vocabulaire approprié à la situation présente.

Enfin, des annexes pourront être ajoutées pour analyser plus avant des questions (crise économique...) et situations régionales avec l'apport des organisations nationales concernées.

Le Bureau de la IV^e Internationale

Mondialisation capitaliste, impérialismes, chaos géopolitique et leurs implications

L'implosion de l'URSS et la désintégration du bloc soviétique, au début des années 1990, a permis la généralisation des politiques néolibérales originellement mises en œuvre dans des pays comme le Chili, la Grande-Bretagne ou les Etats-Unis. La mondialisation capitaliste a pris son plein essor, donnant naissance à un nouveau mode de domination international aux implications multiples et profondes.

L'ordre néolibéral reste cependant inachevé, instable, débouchant sur une situation internationale chroniquement chaotique. Certains impérialismes traditionnels n'ont cessé de décliner, alors que de nouvelles puissances capitalistes s'affirment, avivant les rivalités géopolitiques. Dans plusieurs pays et régions, la violence universelle des diktats néolibéraux a débouché sur la décomposition du tissu social, des crises de régime aiguës, voire des soulèvements populaires, mais aussi de dangereux développements contre-révolutionnaires. Bien des peuples paient d'ores et déjà un lourd tribut à la crise écologique globale - en particulier, mais pas seulement, le réchauffement climatique - qui ne cesse de s'aggraver.

Nous avons maintenant une expérience de la mondialisation capitaliste et de ses conséquences qui nous permet, avec le recul, d'actualiser nos analyses précédentes et d'aborder de nouveaux thèmes. Les « thèses » qui suivent ne prétendent ni être exhaustives ni présenter des conclusions achevées. Elles visent avant tout à alimenter un processus international de réflexion collective. Elles s'appuient souvent sur des arguments déjà partagés, mais tentent de pousser plus avant la discussion sur leurs implications. A cette fin, au risque de trop simplifier des réalités complexes, elles « épurent » les évolutions en cours, souvent inachevées, pour mettre en valeur ce qui apparaît neuf.

I. Une nouvelle galaxie impérialiste

Premier constat, la situation est aujourd'hui bien différente que de celles qui prévalaient au début du XX^e siècle ou durant les années 1950-1980. Notons en particulier :

- Une modification profonde et une diversification du statut des impérialismes traditionnels : « super puissance » états-unienne ; échec de la constitution d'un impérialisme européen intégré ; « réduction » des impérialismes français et britannique ; impérialismes militairement « édentés »

(Allemagne surtout, mais aussi Espagne envers l'Amérique latine) ; subordination maintenue de l'impérialisme nippon ; crises de désintégration sociale dans certains pays occidentaux (Grèce) appartenant historiquement à la sphère impérialiste...

- L'affirmation de nouveaux (proto)impérialismes - à commencer par la Chine qui s'impose actuellement comme la deuxième puissance mondiale, mais sans ignorer le cas particulier de la Russie.
- D'importantes modifications dans la division internationale du travail, avec la « financiarisation » de l'économie, la désindustrialisation de divers pays occidentaux, en particulier européens, un recentrage de la production mondiale de marchandises en Asie notamment - sans négliger pour autant que les Etats-Unis, l'Allemagne, le Japon restent des puissances industrielles majeures.
- Un développement inégal de chaque impérialisme, fort en certains domaines, faibles en d'autres. La hiérarchie des Etats impérialistes est en conséquence plus complexe à établir que par le passé. Les Etats-Unis restent évidemment n°1 ; ils sont le seul à pouvoir prétendre à la puissance en quasiment tous domaines, mais ils n'enregistrent pas moins un déclin relatif sur le plan économique et ils éprouvent les limites de leur pouvoir mondial.

La caractérisation des nouvelles puissances n'est donc pas la seule question qui nous est posée. Il nous faut aussi mieux réévaluer le statut changeant des impérialismes traditionnels - et l'ordre impérialiste dans sa globalité. Des notions classiques comme celles de « centre » et « périphérie », de « Nord » et « Sud », doivent être réévaluées au regard d'une diversification interne croissante de chacun de ces ensembles géopolitiques.

II. Une instabilité géopolitique chronique

Deuxième constat, la mondialisation capitaliste n'a pas donné naissance à un « nouvel ordre » international stable, bien au contraire.

Il existe un bloc impérialiste dominant que l'on peut qualifier de « bloc atlantique » - parce que structuré autour de l'axe Amérique du Nord / Union européenne -, si l'on donne à ce terme un sens géostratégique et non géographique : il intègre en effet l'Australie, la Nouvelle Zélande et le Japon. C'est un bloc hiérarchisé, sous hégémonie états-unienne. L'OTAN en est le bras armé privilégié, permanent. Son déploiement à la frontière européenne de la « sphère » de contrôle russe que sa fonction initiale n'a pas perdu son actualité, alors que cette frontière est redevenue une zone de conflits.

L'OTAN postule maintenant à intervenir bien au-delà du théâtre d'opérations transatlantique. La crise au Moyen-Orient montre cependant que l'Organisation n'est pas un cadre opérationnel à même d'imposer aisément sa loi partout. L'apport militaire de ses membres européens reste marginal. Les tensions sont vives avec son pilier régional, la Turquie. Des alliances à géométrie variable ont dû être nouées en fonction de chaque théâtre d'opérations avec des régimes opposés aux uns les autres comme l'Arabie saoudite et l'Iran.

On assiste à une recrudescence de la compétition intercapitaliste. Sur le plan géopolitique, nouvelle venue, la Chine exige d'entrer dans la cour des plus grands. La Russie intervient dans sa zone d'influence élargie (Syrie). Le gouvernement japonais tente de réduire sa dépendance militaire envers les Etats-Unis et de se libérer des clauses pacifistes de la Constitution nipponne. Sur le plan économique, la concurrence se fait vive, la liberté de circulation accordée aux capitaux permettant même à des « sous-impérialismes » d'entrer en lice au-delà de leur sphère régionale. Sur le plan

idéologique, les classes dominantes font face à une crise de légitimité et, bien souvent, à d'importants dysfonctionnements institutionnels - elles perdent le contrôle de processus électoraux y compris dans des pays clés comme les Etats-Unis (victoire de Trump aux primaires républicaines) ou le Royaume-Uni (victoire du Brexit). L'état de guerre est permanent. La crise écologique globale fait déjà fortement sentir ses effets. Dans diverses parties du monde, le tissu social se déchire. Les catastrophes humanitaires et les mouvements forcés de population atteignent un niveau sans précédent depuis la Seconde Guerre mondiale.

Les peuples paient d'un prix exorbitant l'imposition du nouvel ordre néolibéral. L'actuelle crise chronique a des causes multiples.

- Les Etats impérialistes ont toujours pour rôle d'assurer des conditions favorables à l'accumulation du capital, mais le capital mondialisé opère à leur égard de façon plus indépendante que par le passé. Cette dissociation a contribué à rendre poreuses, à dissoudre les anciennes « chasses gardées », zones d'influences quasi exclusives des impérialismes traditionnels dans le monde (à part dans une large mesure en Amérique latine ?). La très grande mobilité du capital a des effets dévastateurs sur l'équilibre des sociétés, ce qui sape l'action des Etats.

La mondialisation capitaliste, la financiarisation, l'internationalisation croissante des chaînes de production réduisent aussi la capacité des Etats à mettre en œuvre des politiques économiques.

- Le niveau sans précédent de financiarisation, le développement du capital dit « fictif », inhérent au capitalisme moderne, a pris ces dernières années de proportions considérables. Sans que le lien ne soit rompu, il conduit à un degré supérieur d'éloignement des processus productifs, alors que le lien entre prêteur initial et emprunteur initial se distend. La financiarisation a soutenu la croissance capitaliste, mais son surdéveloppement en accentue les contradictions.
- Le système de la dette opère dorénavant au Nord comme au Sud. Il est un instrument clé de la dictature exercé par le capital sur les sociétés et joue un rôle directement politique, comme le cas de la Grèce le confirme, pour imposer le maintien de l'ordre néolibéral. De concert avec les traités de libre-échange, il bloque la mise en œuvre par un gouvernement de politiques alternatives permettant de sortir de la crise sociale.
- Une véritable « guerre des monnaies » (devises) est engagée ; c'est un aspect des conflits interimpérialistes, le recours à une monnaie définissant des zones de contrôle.
- Les alliances géopolitiques étaient hier « figées » par les conflits Est-Ouest d'un côté et sino-soviétique de l'autre (expliquant par exemple, en Asie du Sud, les axes Inde-Russie *versus* USA-Pakistan-Chine) ; elles sont redevenues plus fluides et incertaines. Des régimes latino-américains ont tenté un temps de desserrer le corset imposé par Washington.
- Les rivalités interimpérialistes nourrissent une nouvelle spirale de course aux armements, y compris l'arme nucléaire que des pays comme les Etats-Unis ou la France cherchent à « moderniser », c'est-à-dire à rendre opérationnelles et politiquement acceptables dans le cadre de conflits localisés.
- L'envol des révolutions arabes, puis la brutalité dans nombre de pays de cette région de la contre-révolution a contribué à créer une situation incontrôlée dans une vaste zone qui va du Moyen-Orient au Sahel - et au-delà dans une partie de l'Afrique sud sahélienne.
- Dans un premier temps, après l'implosion de l'URSS, les bourgeoisies et les Etats impérialistes (traditionnels) ont été très conquérants : pénétration des marchés de l'Est, intervention en Afghanistan (2001) et en Irak (2003)... Puis il y a eu l'enlèvement militaire, la crise financière,

l'émergence de nouvelles puissances, les révolutions arabes... le tout débouchant sur une perte d'initiative et de contrôle géopolitiques : Washington réagit aujourd'hui plus dans l'urgence qu'elle ne planifie l'imposition de son ordre.

- Dans ce contexte, le rôle des sous-impérialismes et puissances régionales devient important : Turquie, Iran, Arabie saoudite, Israël, Egypte, Algérie... Afrique du Sud, Brésil, Inde, Corée du Sud... Bien qu'en position subordonnée dans le système de domination mondial sous hégémonie états-unienne, ils jouent aussi leur propre jeu, en sus d'être des gendarmes régionaux (comme le Brésil en Haïti).

L'une des questions que nous pose l'évolution de la situation internationale est le lien entre le tournant post-1989 (impérialismes conquérants) et le celui qui a pris forme au milieu des années 2000 (instabilité géopolitique).

A ce point de vue, les crises financières de 1997-1998 et 2007-2008 ont constitué un véritable point tournant. Mettant à jour les contradictions inhérentes à la mondialisation capitaliste, elles ont eu des conséquences majeures tant sur le plan politique (délegitimation du système de domination), que sociale (très brutales dans les pays directement frappés) et structurelles - avec notamment l'explosion des dettes. Elle est à l'arrière-plan des grands mouvements démocratiques qui émergent quelques années après (l'occupation des places), mais aussi de développements ouvertement réactionnaires et antidémocratiques nourries par la grande peur des « classes moyennes » (voir par exemple en Thaïlande).

Combinée à la crise écologique et aux déplacements massifs de populations, l'instabilité structurelle de l'ordre mondialisé crée de nouvelles formes de pauvreté (voir notamment aux Philippines), qui obligent les organisations progressistes à mettre en œuvres des politiques adaptées.

III. Mondialisation et crise de gouvernabilité

Les bourgeoisies impérialistes ont voulu profiter de l'effondrement du bloc soviétique et de l'ouverture de la Chine au capitalisme pour créer un marché mondial aux règles uniformes leur permettant de déployer à volonté leurs capitaux. Les conséquences de la mondialisation capitalistes ne pouvaient qu'être très profondes - démultipliées qui plus est par des développements que, dans leur euphorie, lesdites bourgeoisies impérialistes n'avaient pas voulu prévoir.

Ce projet impliquait en effet :

- De dessaisir les institutions élues (parlements, gouvernements...) du pouvoir de décision sur les choix fondamentaux et les obligeant à traduire dans leur législation des mesures décidées par ailleurs : OMC, traités internationaux de libre-échange, etc. Il porte ainsi un coup de grâce à la démocratie bourgeoisie classique - ce qui s'est transcrit sur le plan idéologique par la référence à la « gouvernance » en lieu et place de la démocratie.
- De rendre illégaux, au nom de droit prééminent de la « concurrence », les « modes appropriés » de domination bourgeoise issus de l'histoire spécifique des pays et des régions (compromis historique de type européen, populismes de type latino-américain, dirigisme étatique de type asiatique, clientélismes redistributifs de multiples types...). En effet, tous érigent des relations modulées avec le marché mondial, donc des entraves au libre déploiement du capital impérialiste.
- De subordonner le droit commun au droit des entreprises dont les Etats devraient garantir les profits envisagés lors d'un investissement, à l'encontre du droit de la population à la santé, à un

environnement sain, à une vie non précaire. C'est l'un des enjeux majeurs de la nouvelle génération de traité de libre-échange qui complètent le dispositif constitué par les grandes institutions internationales comme l'OMC, le FMI, la Banque mondiale.

- Une spirale sans fin de destruction des droits sociaux. Les bourgeoisies impérialistes traditionnelles ont en effet pris la mesure de l'affaiblissement et de la crise du mouvement ouvrier dans les pays dits du « centre ». Au nom de la « compétitivité » sur le marché mondial, elles en profitent pour mener une offensive continue, systématique, pour détruire les droits collectifs conquis en particulier durant la période qui a succédé à la Seconde Guerre mondiale. Elles ne visent pas à imposer un nouveau « contrat social » qui leur soit plus favorable, mais veulent en finir avec de tels accords et s'emparer de tous les secteurs potentiellement profitables qui, appartenant aux services publics, leur échappaient dans la santé, l'éducation, les régimes de retraite, les transports, etc.
- Une modification du rôle assigné aux Etats et du rapport entre capitaux impérialistes et territoires. Sauf exception, les gouvernements ne sont plus les copilotes de projets industriels d'ampleur ou du développement d'infrastructures sociales (éducation, santé...). S'ils continuent à soutenir dans le monde « leurs » transnationales, ces dernières (vu leur puissance et leur internationalisation) ne se sentent pas dépendantes de leur pays d'origine au même titre que par le passé : le rapport est plus « asymétrique » que jamais... Le rôle de l'Etat, toujours essentiel, se resserre : contribuer à instaurer les règles universalisant la mobilité des capitaux, ouvrir tout le secteur public aux appétits du capital, contribuer à détruire les droits sociaux et à maintenir sa population dans les clous.
- On a donc à faire à deux systèmes hiérarchiques structurant les rapports de dominations mondiaux. La hiérarchie des Etats impérialistes, déjà complexe comme on l'a noté (point I), et celles des grands flux de capitaux qui enserrant la planète sous forme de réseaux. Ces deux systèmes ne se superposent plus, même si les Etats sont au service des seconds.

La mondialisation capitaliste constitue un nouveau mode global de domination de classe, inachevé et structurellement instable. Il conduit en effet à des crises ouvertes de légitimité et d'ingouvernabilité dans nombre de pays et des régions entières ; à un état de crise permanent. Les centres supposés de régulation mondiale (OMC, Conseil de sécurité de l'ONU...) sont incapables de remplir efficacement leur office.

Une classe ne domine pas durablement une société sans médiations, compromis sociaux ; sans des sources de légitimité qu'elles soient d'origine historique, démocratique, sociale, démocratique, révolutionnaire... Les bourgeoisies impérialistes liquident des siècles de « savoir-faire » en ce domaine au nom de la liberté de mouvement du capital, alors que l'agressivité des politiques néolibérales déchire le tissu social dans un nombre croissant de pays. Que dans un pays occidental comme la Grèce, une grande partie de la population se voit privée de l'accès aux soins et aux services de santé en dit long sur le « jusqu'au-boutisme » des bourgeoisies européennes.

Du temps des empires, il fallait assurer la stabilité des possessions coloniales - ainsi (bien que dans une moindre mesure) que des zones d'influences du temps de la guerre froide. Disons qu'aujourd'hui, du fait de la mobilité et de la financiarisation cela dépend du lieu et du moment... Ainsi, des régions entières peuvent entrer en crise chronique sous les coups de la mondialisation. La mise en œuvre des diktats néolibéraux par des régimes dictatoriaux usés a provoqué les soulèvements populaires du monde arabe et de vastes mobilisations en Afrique, des crises de régime ouvertes et de violentes ripostes contre-révolutionnaires, débouchant sur une instabilité aiguë.

La particularité du capitalisme mondialisé, c'est qu'il semble s'accommoder de la crise comme d'un état permanent : elle devient consubstantielle au fonctionnement normal du nouveau système global de domination. Si c'est bien le cas, il faut modifier profondément notre vision de « la crise », comme

un moment particulier entre de longues périodes de « normalité » - et nous n'en avons pas fini d'en mesurer, d'en subir les conséquences.

IV. Les nouveaux (proto)impérialismes

Les bourgeoisies impérialistes traditionnelles pensaient après 1991 qu'elles pénétreraient le marché des anciens pays dits « socialistes » au point de se les subordonner naturellement - se demandant même si l'OTAN avait encore une fonction vis-à-vis de la Russie. Cette hypothèse n'était pas absurde comme le montrent la situation de la Chine au tournant des années 2000 et les conditions d'adhésion de ce pays à l'OMC (très favorables au capital international). Mais les choses ont tourné différemment - et cela ne semble pas avoir été initialement ou sérieusement envisagé par les puissances établies.

En Chine, une nouvelle bourgeoisie s'est constituée *de l'intérieur* du pays et du régime, *via* principalement la « bourgeoisification » de la bureaucratie, cette dernière s'auto-transformant en classe *possédante* par des mécanismes que l'on connaît maintenant bien. Elle s'est donc reconstituée sur une base d'indépendance (héritage de la révolution maoïste) et non pas comme une bourgeoisie d'emblée organiquement subordonnée à l'impérialisme. La Chine est ainsi devenue une puissance capitaliste, par ailleurs membre permanent du conseil de sécurité de l'ONU avec droit de veto (toutes choses vraies aussi pour la Russie), même si sa formation sociale, héritée d'une histoire très spécifique, reste originale.

Peut-on la qualifier de nouvel impérialisme ? Il faut évidemment préciser ce que l'on entend par ce terme *dans le contexte mondial présent, ce qui est l'objet même de ce texte*. Mais la Chine étant devenue la deuxième puissance mondiale, il paraît de plus en plus difficile de lui dénier ce statut, quelles que soient par ailleurs les fragilités du présent régime et de son économie. Pour beaucoup de membres de l'opposition de gauche russe au régime, il en va de même pour la Russie, bien qu'elle reste dépendante économiquement de ses exportations de biens primaires (ou les produits pétroliers comptent pour les 2/3). Peut-on dans ce dernier cas parler « d'impérialisme faible », ou d'une capacité faible à déployer une politique économique impérialiste ?

Les BRICS ont tenté de jouer de concert dans l'arène du marché mondial, sans grand succès. Les pays qui composent ce fragile « bloc » ne jouent pas tous dans la même cour. Le Brésil, l'Inde, l'Afrique du Sud peuvent probablement être qualifiés de sous-impérialismes - une notion qui remonte aux années 1970 - et de gendarmes régionaux, mais avec une différence notable par rapport au passé : ils bénéficient d'une bien plus grande liberté d'exporter des capitaux (voir le « grand jeu » ouvert en Afrique avec la compétition entre Etats-Unis, Canada, Grande-Bretagne, France, Inde, Brésil, Afrique du Sud, Chine, Qatar, Turquie, Nigéria, Angola...).

Trois conclusions ici :

1. La compétition entre puissances capitalistes se ravive avec l'affirmation de la Chine surtout, mais aussi de la Russie en Europe orientale et au Moyen-Orient. Il s'agit bien de conflits entre puissances capitalistes, donc qualitativement différents de ceux de la période antérieure.

2. Plus généralement, concernant la liberté de mouvement des capitaux, des bourgeoisies (même subordonnées) et des transnationales du « Sud » peuvent utiliser les règles conçues après 1991 par les bourgeoisies impérialistes traditionnelles pour elles-mêmes, notamment en matière d'investissements, rendant plus complexe que par le passé la concurrence sur le marché mondial. En ce qui concerne l'écoulement des marchandises, la mise en concurrence généralisée des travailleurs reste certes largement impulsée par les entreprises des centres impérialistes traditionnels et ce sont

elles qui maîtrisent l'accès aux marchés de consommation des pays développés et non les firmes des pays producteurs ; c'est cependant aujourd'hui moins vrai pour la Chine, voire l'Inde ou le Brésil.

3. Il n'y a pas seulement une crise de légitimité des classes dominantes, mais aussi une crise idéologique. Elle se manifeste dans l'ampleur de la crise institutionnelle, quand les « mauvais » candidats s'imposent envers et contre l'establishment, quand l'élection elle-même perd toute crédibilité aux yeux d'une portion croissante de la population. Faute de pouvoir y répondre, elles vont toujours plus recourir au « diviser pour régner », usant du racisme, islamophobie et antisémitisme, de la xénophobie et de la stigmatisation, que ce soit des Coréens au Japon ou des Afro-descendants aux USA et au Brésil, des musulmans en Inde, des chiites, sunnites ou chrétiens en pays musulmans... Le combat antiraciste, antixénophobe est plus que jamais un terrain essentiel de résistance à l'échelle internationale. Il en va de même pour les autres formes de discrimination (sexistes, sociales...).

V. Nouvelles extrêmes droites, nouveaux fascismes

L'une des premières conséquences de la phénoménale puissance déstabilisatrice de la mondialisation capitaliste est la montée tout aussi spectaculaire de nouvelles extrêmes droites et de nouveaux fascismes à base (potentielle) de masse. Certains prennent des formes relativement classiques, comme Aube dorée en Grèce, où se logent dans de nouvelles xénophobies et replis identitaires. D'autres naissent sous la forme de fondamentalismes religieux, et ce dans toutes les « grandes » religions (chrétienne, bouddhiste, hindouiste, musulmane...), ou « national religieux » (extrême droite sioniste)... Ces courants représentent aujourd'hui une menace considérable dans des pays comme l'Inde, le Sri Lanka, Israël ou ont été capables d'influencer la politique de gouvernements aussi importants que celui des Etats-Unis (sous Bush). Le monde musulman n'a donc pas le monopole en ce domaine ; mais il a là pris une dimension internationale particulière, avec des mouvements « transfrontaliers » comme l'Etat islamique ou les talibans (voir la situation au Pakistan), des réseaux se connectant plus ou moins formellement du Maroc à l'Indonésie et au sud des Philippines.

De façon générale, il nous faut analyser plus avant les nouvelles extrêmes droites, qu'elles soient religieuses ou pas : ce ne sont pas de simples répliques du passé, mais expriment le temps présent ! C'est en particulier vrai pour les courants fondamentalistes religieux. Il importe de les qualifier politiquement pour comprendre le rôle qu'ils jouent (rappelons qu'il n'y a pas si longtemps, une partie non négligeable de la gauche radicale internationale voyait en eux l'expression d'un anti-impérialisme « objectivement » progressiste, même si idéologiquement réactionnaire). C'est aussi nécessaire pour combattre les interprétations « essentialistes » du « choc des civilisations ».

Ce sont des courants d'extrême droite et contre-révolutionnaires. Ils ont ainsi contribué à porter un coup d'arrêt à la dynamique des révolutions populaires nées du « printemps arabe ». Ils n'ont le monopole ni de la violence extrême (voir le régime Assad !) ni de la « barbarie » (l'ordre impérialiste est « barbare »). Mais ils exercent sur la société un contrôle et une terreur venue « d'en bas » qui rappelle en bien des cas les fascismes de l'entre-deux guerre avant qu'ils n'accèdent au pouvoir.

Comme tous les termes politiques, celui de fascisme est souvent galvaudé ou interprété de façons diverses. Cependant, nos propres organisations discutent de cette question - comment évoluent les mouvements fondamentalistes et les extrêmes droites nationalistes, lesquels peuvent être qualifiés de fascistes ou non - par exemple dans des pays comme le Pakistan (la mouvance talibane) ou l'Inde (RSS), en sus de l'Etat islamique par exemple. « Theofascisme » pourrait être un terme générique utilisé pour ce type de courants, toutes religions incluses.

Quels que soient les qualificatifs les plus appropriés pour caractériser les nouvelles extrêmes droites, leur montée en puissance pose à notre génération militante des problèmes politiques auxquels nous n'avions pas été confrontés dans la période précédente - celle de la résistance « antifasciste » à grande échelle. Il faut y travailler et nous avons besoin pour cela de collectiviser les analyses et les expériences nationales ou régionales.

Plus généralement, le renouvellement des droites radicales nourrit une poussée réactionnaire très dangereuse qui vise à remettre notamment en cause les droits fondamentaux des femmes et des LGBT+ en s'appuyant souvent sur les Eglises institutionnelles en matière d'avortement (Espagne où un projet loi scélérate abolissant le droit à l'IVG a été mis en échec, Italie...), du statut de la famille (prônant le retour à une vision très conservatrice du rôle de la femme...), voire déclenchant de véritables chasses aux sorcières contre les homosexuels (Iran, des pays africains où les courants évangélistes sont puissants...) ou les transexuelles. La réaction s'attaque ainsi frontalement au droit d'autodétermination des femmes et des personnes (reconnaissance de la diversité d'orientation sexuelle), droits acquis de longue lutte.

Cette remontée des droites réactionnaires est favorisée par l'idéologie sécuritaire prônée aujourd'hui par les gouvernements bourgeois au nom du combat contre le terrorisme ou l'immigration « illégale ». En retour, lesdits gouvernements utilisent les peurs ainsi nourries pour durcir l'Etat pénal, instaurer des régimes de plus en plus policiers et faire accepter des mesures liberticides : ce sont les populations entières qui sont maintenant traitées comme « suspectes », soumises à surveillance.

VI. Régimes autoritaires, exigence démocratique et solidarités

La mondialisation capitaliste a provoqué la crise des institutions dites démocratiques (là où elles existaient) et du parlementarisme bourgeois. Face à cette perte de légitimité, la tendance dominante est à l'instauration - brutale ou rampante - de régimes autoritaires échappant à la souveraineté populaire (exceptions qui confirment la règle, d'anciennes dictatures militaires peuvent encore avoir à céder ou partager une partie de leur pouvoir, comme en Birmanie). Le droit de choisir est simplement dénié aux populations au nom des traités et réglementations avalisées par leurs gouvernements.

L'exigence démocratique - « la démocratie véritable maintenant ! » - gagne ainsi une dimension subversive plus immédiate que ce ne fut souvent le cas dans le passé, permettant de lui donner un contenu alternatif, populaire. De même, l'universalité des politiques néolibérales et de la marchandisation des « communs » qui l'accompagne permet la convergence des résistances sociales, comme on l'a vu dans le cadre du mouvement altermondialiste. Les conséquences déjà ressenties du changement climatique offrent aussi un nouveau champ de convergences potentiellement anticapitalistes.

Cependant, les effets durables des défaites du mouvement ouvrier et de l'hégémonie idéologique néolibérale, la perte de crédibilité de l'alternative socialiste, contrecarrent ces tendances positives. Il est difficile d'inscrire dans la durée le succès, parfois considérable, des mouvements de protestations. L'acuité des oppressions peut, dans ce contexte, renforcer des résistances identitaires « fermées », où une communauté opprimée reste indifférente au sort réservé à d'autres opprimés (comme dans le cas de « l'homonationalisme »). La professionnalisation de nombreux conflits contribue aussi à la division des exploité.e.s et opprimé.e.s.

L'ordre néolibéral ne peut s'imposer que s'il réussit à détruire les solidarités anciennes et à étouffer l'émergence des solidarités nouvelles. Aussi nécessaires qu'elles soient, nous ne pouvons pas

considérer que les solidarités se développeront « naturellement » en réponse à la crise, pas plus que l'internationalisme face à un capital mondialisé. Un effort concerté et systématique doit être consenti en ce domaine.

VII. Internationalisme contre campisme

Il n'y a plus de *grande puissance* (une catégorie à laquelle Cuba n'appartient pas) « non » ou « anti » capitaliste. Il faut en tirer toutes les conclusions.

Dans le passé, sans jamais nous aligner sur la diplomatie pékinoise, nous défendions la République populaire (et la dynamique de la révolution) contre l'alliance impérialiste nippo-américaine – nous étions en ce sens dans son camp. Nous nous sommes opposé à l'OTAN quoi que nous pensions du régime stalinien ; nous n'étions pas pour autant « campiste », car cela ne limitait pas notre combat contre la bureaucratie stalinienne. Nous agissions simplement dans un monde où s'articulaient les lignes de conflits révolutions/contre-révolutions, blocs Est/Ouest et sino-soviétique. Cela n'est plus le cas aujourd'hui.

La logique « campiste » a toujours conduit à abandonner des victimes (celles qui se trouvent être du mauvais côté) au nom du combat contre « l'ennemi principal ». C'est encore plus vrai aujourd'hui que par le passé, car elle amène à se ranger dans le camp d'une puissance *capitaliste* (Russie, Chine) – ou à contrario dans le camp occidental quand Moscou ou Pékin sont perçus comme la menace première. On alimente ce faisant des nationalismes agressifs et on sanctifie les frontières héritées de l'ère des « blocs » alors précisément que nous devons les effacer.

Le campisme peut aussi conduire à soutenir en Syrie le régime meurtrier d'Assad et l'intervention russe – où la Coalition sous hégémonie US et incluant notamment l'Arabie saoudite. D'autres courants se contentent de condamner l'intervention impérialiste en Irak et Syrie (ce qu'il faut certes faire), mais sans dire ce qu'est et ce que fait l'Etat islamique ni appeler à y résister.

Ce type de position interdit de poser clairement l'ensemble des tâches de solidarité. Rappeler la responsabilité historique des impérialismes, de l'intervention de 2003, les objectifs inavoués de l'actuelle intervention, dénoncer son propre impérialisme ne suffit pas. Il faut penser les tâches concrètes de solidarité *du point de vue des besoins (humanitaires, politiques et matériels) des populations victimes et des mouvements en lutte*. Ce qui ne peut se faire sans s'attaquer au régime Assad et aux mouvements fondamentalistes contre-révolutionnaires.

De même dans le cas des conflits à la frontière qui divise actuellement l'est-européen, comme dans le cas de l'Ukraine, notre orientation a été de nous battre, dans tous les pays, dans ou hors de l'UE, pour une autre Europe basée sur la libre association de peuples souverains contre tous les rapports de domination (nationaux, sociaux...) – ce que signifie pour nous le socialisme.

VIII. Expansion capitaliste et crise climatique

La réintégration du « bloc » sino-soviétique dans le marché mondial a permis une énorme expansion de l'aire géographique où domine le capital, ce qui fonde l'optimisme des bourgeoisies impérialistes. Elle fonde aussi une accélération dramatique de la crise écologique globale, sur de multiples terrains. Nous en sommes arrivés à un point où la réduction des émissions de gaz à effet de serre doit commencer sans plus tarder dans les grands pays émetteurs du Sud et pas seulement du Nord.

Dans ce contexte, le règlement de la « dette écologique » au Sud ne doit pas favoriser le

développement capitaliste mondial et profiter soit aux transnationales nippo-occidentales implantées au Sud, soit aux transnationales du Sud (genre agro-industrie brésilienne, etc.), ce qui ne ferait que nourrir toujours plus crises sociales et environnementales.

Il y a bien toujours la nécessité d'une solidarité « nord -> sud », par exemple en défense des victimes du chaos climatique. Cependant, plus que jamais, c'est une lutte commune « anti-systémique » qui est à l'ordre du jour dans les rapports « nord-sud » du point de vue des classes populaires : c'est-à-dire un combat conjoint pour une alternative anticapitaliste, une autre conception du développement au « nord » comme au « sud » (les guillemets sont là pour rappeler que l'hétérogénéité du « nord » et du « sud » est aujourd'hui telle que ces notions peuvent être trompeuses).

Le point de départ étant le combat socio-environnemental pour « changer le système, pas le climat », il a pour socle les mouvements sociaux et pas seulement les coalitions spécifiques sur le climat. Il faut donc travailler à l'articulation entre les deux. Si l'on n'« écologise » pas le combat social (à l'instar de ce qui peut déjà se faire dans des luttes paysannes ou urbaines), l'expansion numérique des mobilisations « climat » restera à la surface des choses.

Les effets du chaos climatique se font déjà sentir et l'organisation des victimes, leur défense et l'aide à leur auto-organisation font aussi partie du socle du combat écologique.

Les conséquences d'un système énergétique d'ensemble basé sur les carburants fossiles sont aujourd'hui parfaitement claires. Du fait du réchauffement atmosphérique global, les couvertures glaciaires se réduisent, le niveau des océans s'élève, les déserts s'étendent, l'eau devient plus rare, l'agriculture est menacée et les phénomènes climatiques extrêmes deviennent plus fréquents. Les effets du super-typhon Haiyan aux Philippines dépassent en ampleur ce contre quoi on était déjà averti. Le futur annoncé fait déjà partie du présent. Cela a des conséquences déstabilisatrices qui vont bien au-delà des régions directement affectées et provoquent des tensions en chaîne (voir les réfugiés du Bangladesh et les conflits avec l'Inde sur la question des migrants).

Les scientifiques s'accordent à dire qu'une augmentation moyenne de plus de 2° de la température à la surface du globe par rapport au niveau préindustriel déclencherait des réactions climatiques qui, une fois initiées, seraient impossibles à stopper. En prenant ceci en compte, il y a un certain nombre de questions majeures qui restent entièrement irrésolues.

La fonte des glaciers et des calottes glaciaires risque de provoquer une élévation catastrophique du niveau des mers. Même si la hausse de température est stabilisée à 2°, la montée des eaux atteindrait probablement, à la fin du siècle entre, 0,6 et 2,2 mètres. Au-delà, la montée serait beaucoup plus importante. Les agglomérations côtières dans le monde sont menacées, de même que les communautés insulaires ou les pays et régions à très basse altitude. Plus de 50% du Bangladesh est directement en danger.

Une nouvelle dimension vient aujourd'hui s'ajouter à tout cela : la vaste calotte glaciaire de l'Antarctique occidentale montre des signes de déstabilisation, alors que sa fonte pourrait faire monter le niveau des océans de 7 mètres.

On peut prévoir que l'élévation de la température terrestre aura des conséquences désastreuses sur les réserves d'eau douce, avec une augmentation des sécheresses et des vagues de chaleur. Les glaciers reculent à un rythme sans précédent et les nappes phréatiques s'assèchent. Les rivières perdent de leur capacité. Plus de la moitié de l'eau douce dans le monde provient des montagnes (ruissellement, fonte des neiges..). Les guerres pour le contrôle des ressources aquifères vont devenir beaucoup plus prévalentes.

Comment nourrir la population de la planète sans accroître le recours aux fermes industrielles (agro-industrie) et à l'usage sans cesse croissant des pesticides, herbicides et OGM qui détruisent la biosphère ? Dans le Sud, la question clef est celle de la souveraineté alimentaire qui donne aux peuples le droit et les moyens de définir leurs propres systèmes alimentaires. Elle donne le pouvoir à celles et ceux qui produisent, distribuent et consomment plutôt qu'aux grandes entreprises et aux institutions du marché qui dominent aujourd'hui ce secteur. Elle permet de mettre un terme à l'accaparement des terres et exige une ample réforme agraire pour remettre les terres aux producteurs.

L'aspect le plus destructeur de la crise environnementale est peut-être son impact sur la biodiversité - ce que l'on nomme de plus en plus couramment la « sixième extinction ». Une augmentation de la température atmosphérique d'environ 3°, par exemple, signifierait que la moitié de toutes les espèces seraient condamnées. Le quart de tous les mammifères est en danger. L'acidification en cours des océans provoque la mort de récifs de corail, ainsi que des organismes qui dépendent de la calcification de leurs coquilles. L'avenir de notre propre espèce ne peut être séparé de cette crise de la biodiversité.

IX. Un monde de guerres en permanence

Nous n'allons probablement pas vers une troisième guerre mondiale sur le mode des Première et Seconde, car il n'y a pas un conflit pour le repartage *territorial* du monde au sens qu'il avait dans le passé. Mais les facteurs de guerre sont très profonds et divers : nouveaux conflits interpuissances, concurrences sur le marché mondial, accès aux ressources, décomposition de sociétés, montée de nouveaux fascismes échappant aux contrôles de leurs géniteurs, effets en chaîne du chaos climatique et des crises humanitaires de très grande ampleur...

Nous sommes entrés de plain-pied dans un monde de guerres (au pluriel) en permanence. Chaque guerre doit être analysée dans ses spécificités. Nous sommes confrontés à des situations très complexes, comme aujourd'hui au Moyen-Orient où, dans le cadre d'un théâtre d'opérations unique (Irak-Syrie) s'emboîtent des conflits aux caractéristiques spécifiques (Kurdistan syrien, région d'Alep, etc.).

Cette situation de guerre en permanence ne concerne pas que les conflits internationaux. Elle caractérise aussi la situation interne à des pays d'Afrique ou d'Amérique latine, comme le Mexique.

Les guerres sont là pour durer, sous de multiples visages. Nous devons donc nous intéresser à nouveau à la façon dont elles sont menées, en particulier par les résistances populaires, pour mieux comprendre les conditions d'une lutte, la réalité d'une situation, les exigences concrètes de la solidarité...

Il nous faut cependant des « points de stabilité » pour garder une boussole dans un géopolitique très complexe : indépendance de classe contre les impérialismes, contre les militarismes, contre les fascismes et la montée des mouvements identitaires « anti-solidaires » (racistes, islamophobes et antisémites, xénophobes, castéistes, fondamentalistes, homophobes, misogynes, masculinistes...).

X. Les limites de la superpuissance

Les règles uniques de l'ordre capitaliste mondialisé n'empêchent pas certains pays d'être plus égaux que d'autres ; les Etats-Unis se permettent des choses qu'ils n'autorisent pas ailleurs. Ils jouent sur la place du dollar pour « exporter » leur « droit » de poursuites judiciaires ; ils contrôlent une bonne

part des technologies les plus avancées et commandent une puissance militaire sans pareille. Leur Etat garde des fonctions régaliennes mondiales que d'autres n'ont plus – ou dont ils n'ont plus les moyens.

Les Etats-Unis restent la seule superpuissance au monde – et pourtant, ils perdent toutes les guerres qu'ils ont engagées de l'Afghanistan à la Somalie. La faute en est peut-être à la mondialisation néolibérale qui leur interdit de consolider socialement (en alliance avec des élites locales) des gains militaires temporaires. C'est peut-être aussi une conséquence de la privatisation des armées, les firmes de mercenaires jouant un rôle croissant, ainsi que les bandes armées « non officielles » au service d'intérêts particuliers (grandes entreprises, grandes familles possédantes ...).

C'est aussi que cette puissance, aussi super qu'elle soit, n'a pas les moyens d'intervenir tous azimuts dans des conditions d'instabilité structurelle. Elle aurait besoin d'impérialismes secondaires capables de l'épauler. La France et la Grande-Bretagne n'ont plus que des capacités très limitées ; le Japon doit encore briser les résistances civiques à sa remilitarisation complète. Le Brexit porte le coup de grâce à la constitution d'un impérialisme européen unifié : le Royaume-Uni commande l'une des deux seules armées opérationnelles de l'Union, l'un des principaux réseaux diplomatiques et financiers, l'une des principales économies du sous-continent.

Qui dit guerres devrait dire mouvement antiguerre. Les guerres étant très différentes les unes des autres, la constitution de mouvements antiguerres en synergie ne va pas de soi. Le regard militant porté d'Europe (occidentale) sur cette question semble pessimiste, tant le « campisme » a rongé et rendu impotentes les principales campagnes engagées sur ce terrain. Mais mouvements antiguerres il y a, en Asie notamment – et en Eurasie, le dépassement des frontières héritées de l'ère des blocs se fera en particulier sur cette question.

XI. Crise humanitaire

Politiques néolibérales, guerres, chaos climatique, convulsions économiques, décompositions sociales, violences exacerbées, pogromes, effondrement des systèmes de protection sociale, épidémies ravageuses, femmes réduites en esclavage, migrations forcées : enfants mourant lentement de soif abandonnés avec leurs parents au milieu du sahel... Le capitalisme triomphant, débridé, accouche d'un monde où les crises humanitaires se multiplient, provoquant des souffrances inimaginables pour qui ne les a pas vécues – innommable pour qui les a vécues.

La décomposition de l'ordre social touche de plein fouet les Etats dans des pays comme le Pakistan (qui possède l'arme nucléaire) ; ou encore le Mexique où les mafias, en symbiose avec la classe politique, usent de la terreur pour imposer leur domination – d'où les dénominations d'Etats faillis, d'Etats mafieux, de narco-terrorisme.

Au lieu d'être renforcé face à l'urgence, le droit humanitaire est foulé aux pieds par les Etats. L'Union européenne ne fait même plus semblant de respecter la loi internationale en ce qui concerne l'accueil des réfugiés. L'accord scélérat négocié avec la Turquie en est l'illustration. Il en va de même du sort fait aux Rohingya en Asie du Sud-Est.

A cette barbarie moderne doit répondre un élargissement des champs d'action internationalistes. Gauches militantes et mouvements sociaux doivent en particulier assurer le développement de la solidarité « de peuple à peuple » envers les victimes de la crise humanitaire.

Après une période où la notion même d'internationalisme était souvent décriée, la vague altermondialiste, puis la multiplication des « occupations » de places ou de quartiers, lui a redonné

ses lettres de noblesse. Il faut maintenant que cet internationalisme revivifié trouve des formes d'action plus permanentes, sur tous les terrains de la contestation.

XII. Une instabilité croissante ?

[Cette partie est destinée à être réécrite en fonction de l'évolution de la situation, des échanges et de l'avancée des autres documents (en ce qui concerne le dernier paragraphe notamment)].

Dans le contexte présent, il est assez vain de vouloir prédire l'avenir. Cependant, l'instabilité tend à s'accroître plus que se réduire et nous atteignons dans nombre de pays ou régions d'importants « points tournants ». Notons en particulier :

En Amérique latine, nous vivons la fin d'un cycle, celui des « gouvernements progressistes » prenant leurs distances par rapport à Washington. Cette fin de cycle se manifeste sous forme de crises ouvertes au Venezuela comme au Brésil.

En Europe, l'afflux de réfugiés en 2015, l'évolution politique de pays comme la Hongrie, la victoire Brexit au Royaume-Uni ont mis en lumière de profondes divisions et tendances centrifuges au sein de l'UE. Le projet d'intégration européenne est en échec. Plus à l'Est, la politique de guerre menée par Poutine ne saurait cacher la gravité de la crise économique et l'usure du régime.

En Asie orientale, le KMT a perdu les dernières élections à Taïwan, le nouveau gouvernement affichant une politique plus indépendante vis-à-vis de Pékin, et ce alors que les tensions entre la Chine, le Japon et les Etats-Unis sont particulièrement vives.

Sur le plan géopolitique, on peut dire que les rapports Etats-Unis / Chine évoluent de « la compétition dans l'interdépendance » à « l'interdépendance dans la confrontation ».

En Inde, le hindutva (BJP-RSS) s'attaque aux fondements laïcs mêmes de l'Etat.

Au Moyen-Orient, l'intervention massive et meurtrière de la Russie a modifié la donne, confortant le régime Assad. L'impérialisme états-unien a interrompu l'aide militaire très limitée qu'il accordait à l'opposition arabe non fondamentaliste. Les médias occidentaux présentent dorénavant les reconquêtes militaires russo-assadiennes comme la « libération » d'une ville ou d'un territoire. Pourtant, d'importantes mobilisations populaires ont montré que la résistance à la dictature Assas restait vivante, méritant notre soutien.

Concernant l'économie mondiale, des questions se posent qui n'ont pas toutes de réponses évidentes. Une nouvelle crise financière menace, sans que l'on sache quel en serait le détonateur et les implications. Nous trouvons-nous dans une période de stagnation longue ? Les innovations technologiques liées à l'informatique vont-elles avoir ou pas un effet significatif sur la productivité du travail ? Une certitude quand même : la précarisation de l'emploi la déchirure du tissu social va se poursuivre.

Le capitalisme mondialisé mène une guerre sociale mondialisée.

Le rejet de l'ordre néolibéral et les résistances à cette guerre de classe se manifestent sous de multiples formes, y compris dans les pays capitalistes développés comme les Etats-Unis (derrière Sanders), la Grande-Bretagne (derrière Corbyn), l'Espagne (la crise du bipartisme et Podemos) ou la France (le mouvement contre la destruction du code du travail). La question de la convergence des luttes, tant dans chaque pays qu'à l'échelle internationale, s'avère aujourd'hui plus essentielle que

jamais.

ANNEXES

Une annexe sur l'Europe, écrite après la crise grecque, avait été intégrée. Elle doit maintenant être réécrite, après le Brexit.

D'autres annexes régionales (ou thématique) sont attendues - qui pourraient donner lieu à des résolutions particulières. Par exemple sur l'économie mondiale, au-delà de ce qui est déjà ou sera dans les « thèses » ci-dessus, l'écologie ou les déplacements de population à l'échelle mondiale.

P.-S.

* Ce texte va paraître sous forme imprimée dans le prochain numéro d'Inprecor.